

RAPPORT D'ACTIVITE 2012



L'ANNEE 2012

Prévention du sida dans le commerce du sexe

L'année 2012 se caractérise par le maintien de la pression accrue de la concurrence entre travailleuses du sexe, telle qu'elle a été observée depuis quelques années, et par l'effondrement persistant des prix qui y est associé. Outre les jeunes femmes en provenance des nouveaux pays de l'UE, ce sont aussi désormais des femmes plus âgées, mais inexpérimentées qui font leur entrée sur le marché du sexe tarifé. Les connaissances relatives au VIH et aux autres IST ainsi qu'au sexe à moindre risque sont lacunaires. De plus, les travailleuses du sexe n'étant pas en position de force pour négocier avec les clients, elles ne sont souvent pas en mesure d'appliquer ces connaissances. Les rapports oraux non protégés sont la norme. La plupart des travailleuses du sexe ne profitent guère des services de prévention et de santé en Suisse, préférant se faire soigner dans leur pays d'origine. De nouvelles structures à bas seuil mises en place à Bâle tentent de rendre les services de conseil et les tests de dépistage du VIH mieux accessibles aux travailleuses du sexe en Suisse.

Répercussions des nouvelles lois cantonales sur la prostitution

La mise en œuvre des nouvelles lois cantonales sur la prostitution a entraîné des mesures policières en 2012 également, suscitant l'inquiétude dans le milieu et augmentant le stress des travailleuses du sexe. Les contrôles fréquents perturbent les activités, chassent les clients et renforcent la pression sur les travailleuses du sexe, les incitant à rattraper le manque à gagner dans les périodes « calmes ». Il semblerait que les obstacles administratifs supplémentaires poussent les travailleuses du sexe à se retirer de plus en plus dans des locaux privés. Cela se fait au détriment de la sécurité et complique le travail de prévention.

Lobbying

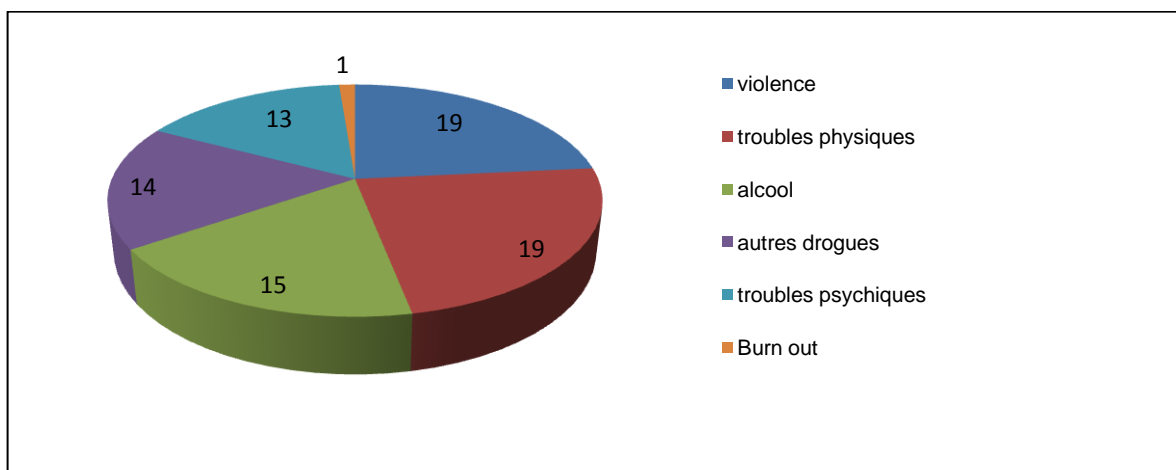
En 2012 également, de nouveaux règlements ou lois cantonaux contre la prostitution ont été édictés ou préparés. Comme l'année précédente, les professionnelles APiS ont été impliquées dans la plupart des cas sous la forme de prises de position, de participation à des tables rondes ou de rapports, avec un succès toutefois variable. La suppression prévue du statut de danseuse de cabaret à l'échelle nationale a été vivement critiquée par les organisations régionales et exprimée dans une réponse commune à la consultation. Les organisations du réseau ont argué qu'une suppression de ce statut pousserait davantage les femmes à l'illégalité, rendant le travail de prévention plus difficile. La décision au moment de rédiger le présent rapport est toujours pendante.

L'ANNEE 2012

SANTE DES TRAVAILLEUSES DU SEXE

Problèmes de santé

La violence et les troubles physiques tels que douleurs dorsales ou dans le bas-ventre figurent toujours en tête des soucis de santé des travailleuses du sexe, suivis des problèmes liés à la forte consommation d'alcool et de drogues, des troubles psychiques et du syndrome de burn-out.



Accès au système de santé suisse

La grande majorité des régions (16 sur 19) déclare que les travailleuses du sexe ne recourent pas aux soins médicaux en Suisse en raison des coûts et des barrières administratives. Elles se font traiter dans leur pays d'origine ou pratiquent l'automédication. Quelques femmes venant de Bâle, de Lucerne, de Schwyz et d'Argovie ont choisi d'utiliser le forfait à 60 francs de la consultation gynécologique du Frauen-Ambulatorium à Zurich. Dans d'autres régions (Tessin, Soleure, Grisons, St-Gall), des femmes ont consulté dans le cadre de l'offre régulière, en partie avec le soutien de l'organisation APiS concernée.

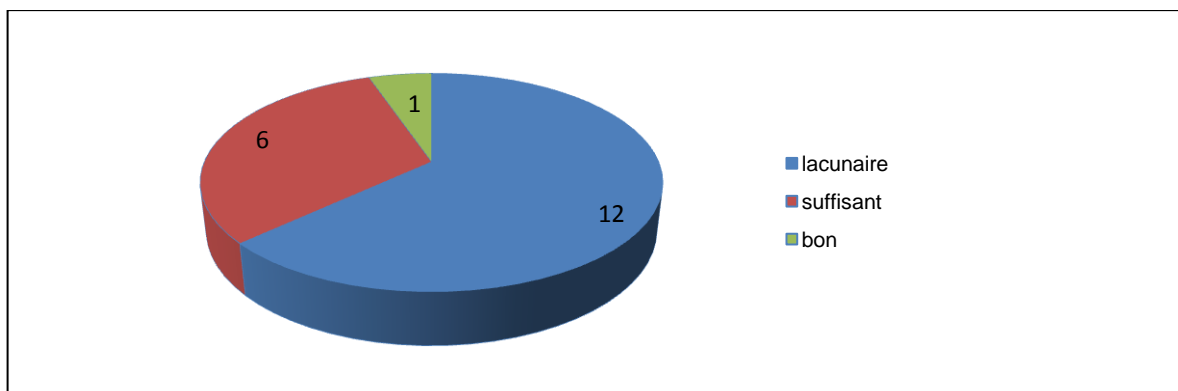
Nouveaux services destinés aux travailleuses du sexe

Bâle propose depuis l'été 2012 un projet pilote intitulé **VCT goes APiS**. Une fois par semaine et sans rendez-vous, les travailleuses du sexe peuvent effectuer sur place un test de dépistage du VIH et de la syphilis et obtenir des conseils dans leur langue. APiS Bâle distribue un prospectus plurilingue à cet effet. Il existe aussi désormais un service spécifique pour les Suissesses et les Hongroises sous l'appellation **Frauenoase**. En cinq mois seulement, APiS Bâle a pu atteindre de cette manière 29 travailleuses du sexe, contre 7 en 2010. Autre nouveauté : **Isla Victoria** est désormais responsable pour tout le canton de Zurich, et l'organisation APiS du Valais alémanique s'implique de plus en plus activement dans la discussion cantonale autour du sexe tarifé sous le nouveau nom de **Belladonna**.

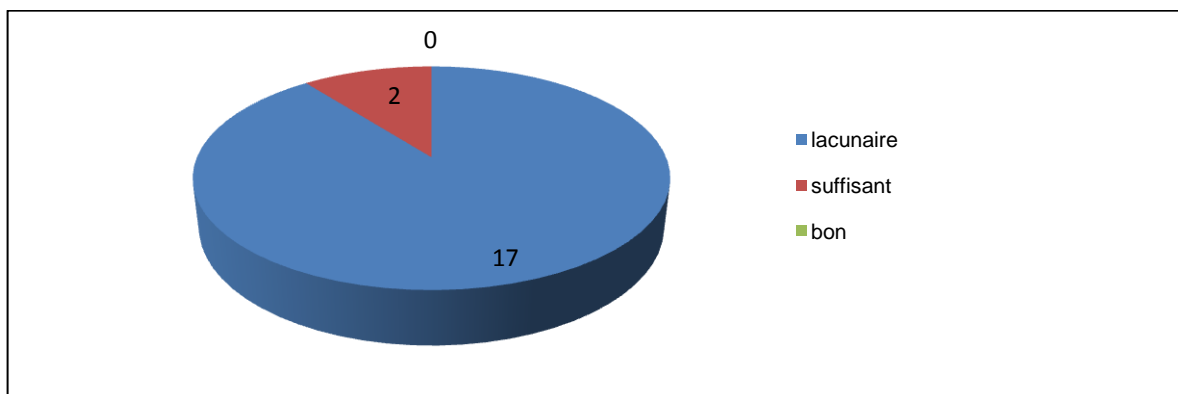
Connaissances relatives au VIH, aux IST et au sexe à moindre risque de l'avis des 19 organisations régionales

Les connaissances des travailleuses du sexe quant au VIH, aux IST et aux pratiques du sexe à moindre risque sont jugées lacunaires par presque toutes les 19 organisations du réseau. En particulier, les connaissances concernant les IST et les pratiques du sexe à moindre risque sont mauvaises. Pour ce qui est du VIH, c'est légèrement mieux ; une organisation (Aspasie Genève) les qualifie même de bonnes.

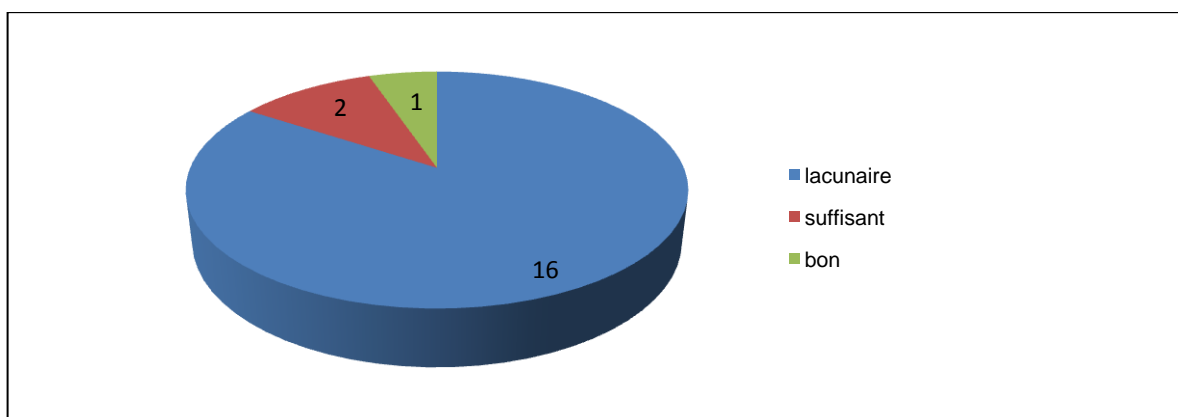
VIH



IST



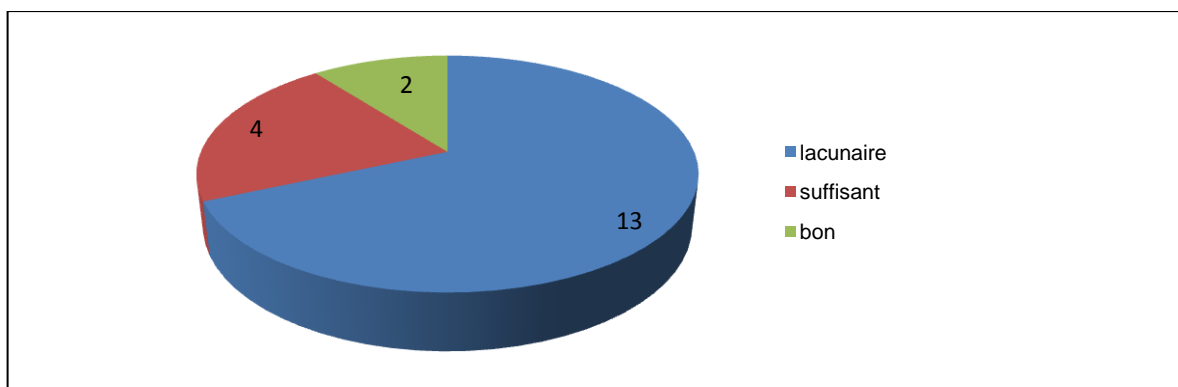
Safer Sex



Empowerment des travailleuses du sexe de l'avis des 19 organisations régionales

Toutes les organisations régionales déclarent pour 2012 le maintien de la tendance à des relations non protégées, qu'elles soient vaginales, anales ou orales. La situation économique s'est encore péjorée et la pression exercée sur les travailleuses du sexe afin qu'elles proposent du sexe à risque continue d'augmenter. Outre les très jeunes filles roms en provenance d'Europe de l'Est, on constate l'arrivée d'un nombre croissant de femmes venant d'Europe du Sud, essentiellement d'Espagne. Bien que plus âgées, celles-ci n'ont aucune expérience du travail du sexe et se laissent facilement mettre sous pression.

Dans ces circonstances, il n'est pas étonnant que les organisations qualifient toujours de mauvaise l'autonomisation (empowerment) des travailleuses du sexe.



CONDITIONS DE TRAVAIL DANS LE COMMERCE DU SEXE

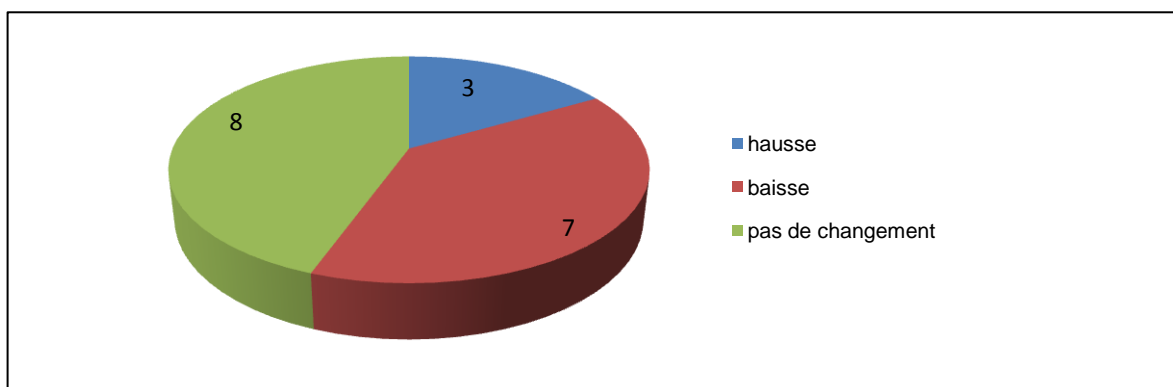
Le déséquilibre entre l'offre et la demande provoque l'effondrement des prix. Les femmes doivent par ailleurs de plus en plus souvent assumer à elles seules le risque financier en tant qu'indépendantes. Les nouvelles législations cantonales font disparaître d'anciennes structures et en créent de nouvelles. Les contrôles policiers accrus provoquent l'inquiétude et augmentent le stress des travailleuses du sexe.

Les régions de Bâle, Berne, Fribourg, Genève, Jura, Lausanne, Lucerne, Schwytz et Zurich / Winterthour signalent une hausse parfois massive des contrôles, descentes de police et plaintes. La ville de Genève a prononcé une interdiction de la prostitution dans certaines rues de la zone commerçante en raison du nombre croissant de travailleuses du sexe et des plaintes du voisinage. A Lausanne, des accompagnants de travailleuses du sexe bulgares et roumaines ont été contrôlés de façon ciblée. En outre, les autorités lausannoises ont renforcé le contrôle des demandes de permis de 90 jours et de permis B. Schwytz a effectué 52 contrôles et déposé 17 plaintes ; à Fribourg, on a enregistré 32 plaintes pour violation des ordonnances et lois cantonales. A Lucerne, une procédure a été engagée pour traite d'êtres humains et encouragement de la prostitution. Au Tessin, l'Operazione Domino a mené à la fermeture d'une grande partie des établissements. En Argovie, au Liechtenstein, aux Grisons

ainsi que dans les cantons de St-Gall, de Thurgovie, de Schaffhouse, de Soleure et du Valais (romand et alémanique), on ne signale aucune action policière notable.

Hausse/diminution du nombre d'établissements

Huit régions ont déclaré une offre constante (Argovie, Genève, Liechtenstein, Lausanne, Lucerne, Thurgovie, Valais romand et alémanique et Schaffhouse). Toutefois, les cantons de Thurgovie, de Schaffhouse et du Valais ont constaté un transfert vers le secteur privé ainsi qu'une transformation des night-clubs en bars à hôtesse dans lesquels les travailleuses du sexe travaillent à leur compte. Bâle, Berne, les Grisons, le Jura et le Tessin observent un recul des clubs et une hausse des salons privés. Zurich/Winterthour et Schwyz constatent une légère baisse avant tout au niveau des clubs, St-Gall en revanche une hausse très nette (15% par rapport à l'année précédente).



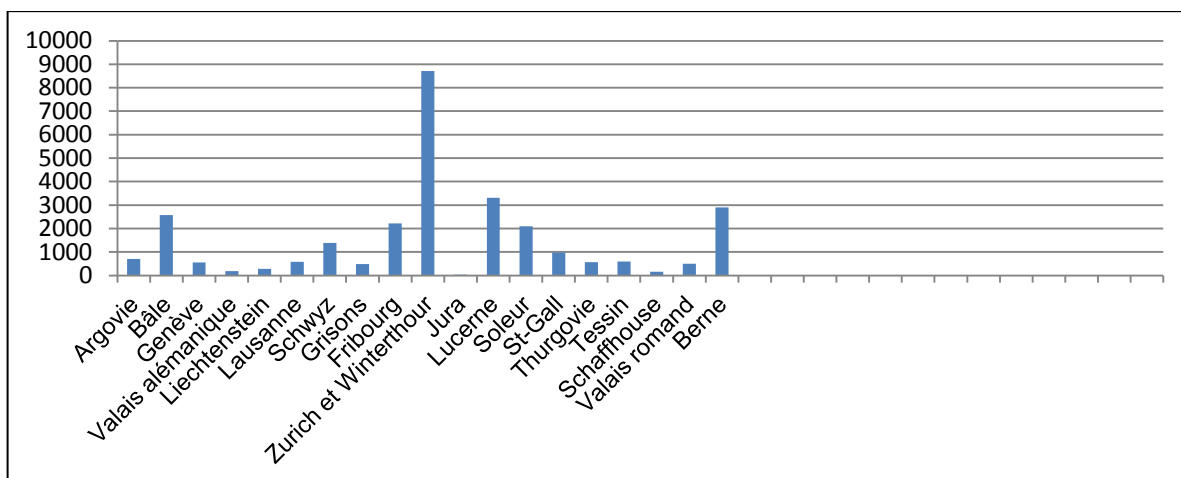
TRAVAIL DE PREVENTION

Pour l'année 2012, les organisations régionales annoncent des contacts, autrement dit des entretiens d'information et de conseil plus ou moins longs, avec au total 28'851 femmes, provenant de 34 pays. Le nombre de contacts varie énormément suivant la région. La fréquence des visites dans les établissements est elle aussi très variable. Plus de la moitié des contacts, 16'819, ont eu lieu dans des salons et dans des bars. Ce sont 45 médiatrices, venant de 13 pays, qui sont intervenues pour les organisations régionales.

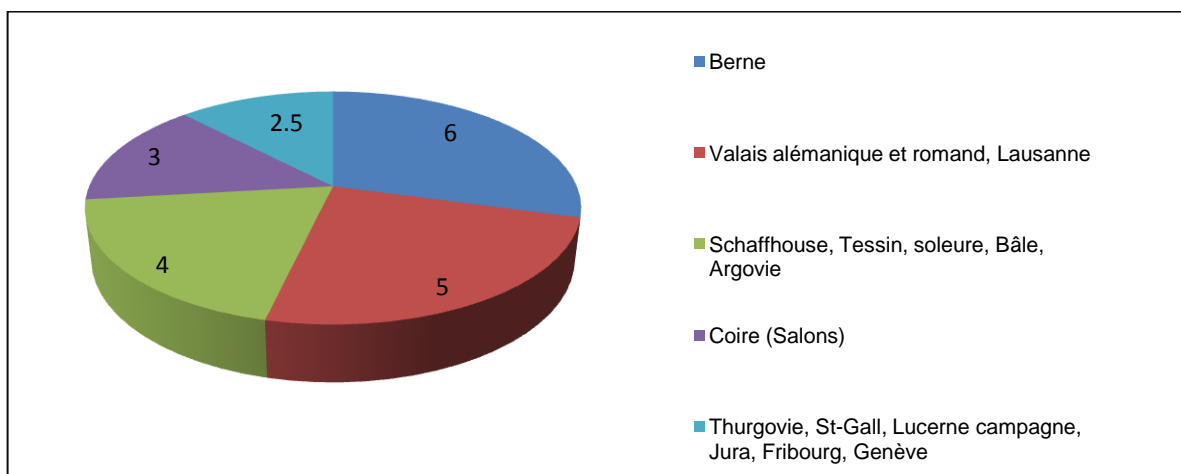
La majeure partie des femmes rencontrées, 18'140, vient d'Europe : 9'707 d'Europe de l'Est et 8'433 d'Europe de l'Ouest. Aucune image claire ne se dégage des réponses des femmes concernant leur niveau de formation. St-Gall, Thurgovie et le Valais alémanique s'accordent à dire que les femmes venant d'Europe du Sud sont plutôt issues d'un milieu ayant un accès limité à l'éducation, tout comme les jeunes filles roms, comme le relève Schwyz. Genève part du principe que plus de 16% (source : statistiques de l'association Lire et Ecrire) des travailleuses du sexe sont illettrées.

Hormis le VIH, les IST et la santé en général, les sujets abordés étaient les suivants : le travail, le droit et les assurances sociales, la violence, la famille, les centres de conseil, les impôts, l'alcool, les drogues et l'abandon du métier/changement de profession.

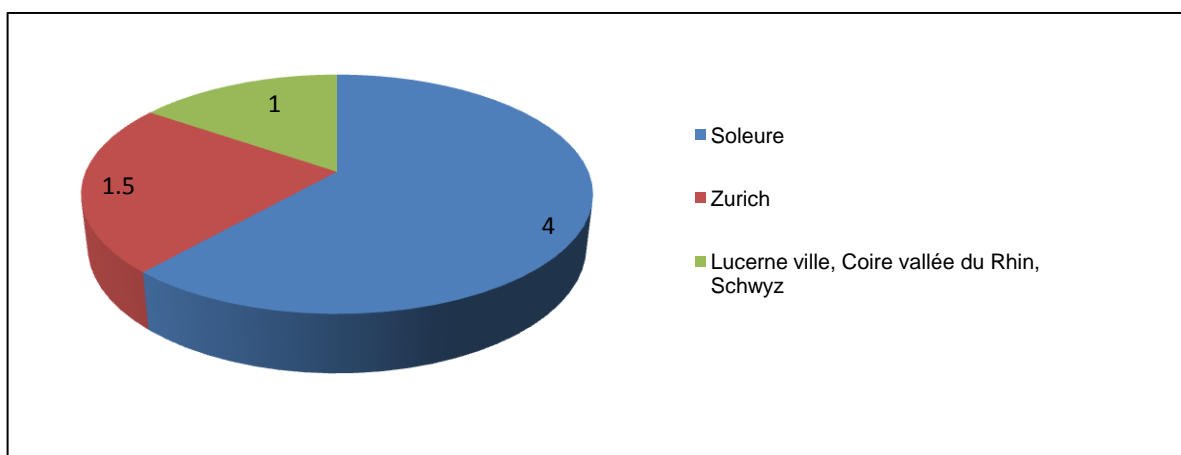
Contacts avec des travailleuses du sexe en 2012 / par organisation



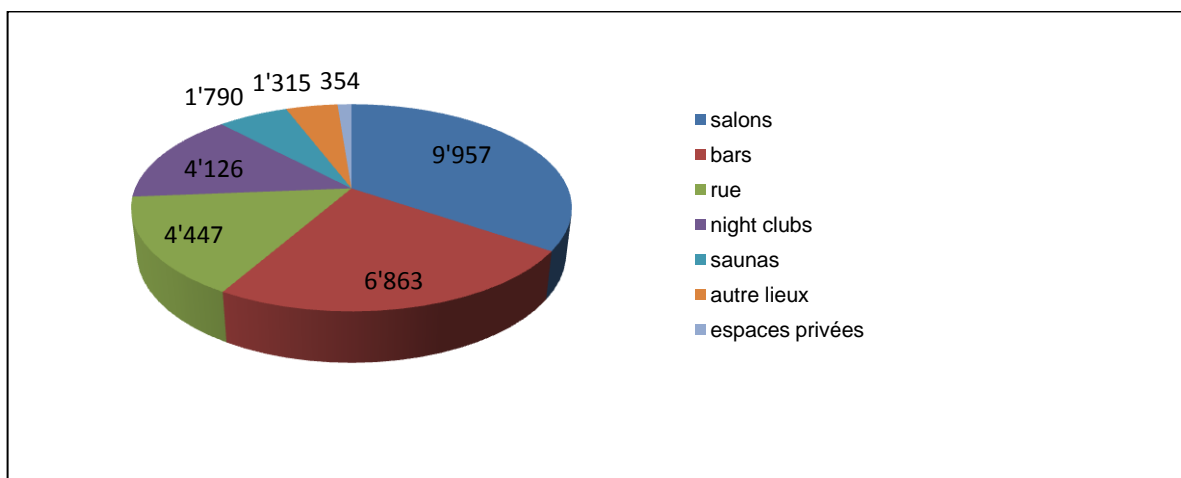
Etablissements / Nombre de visites par année



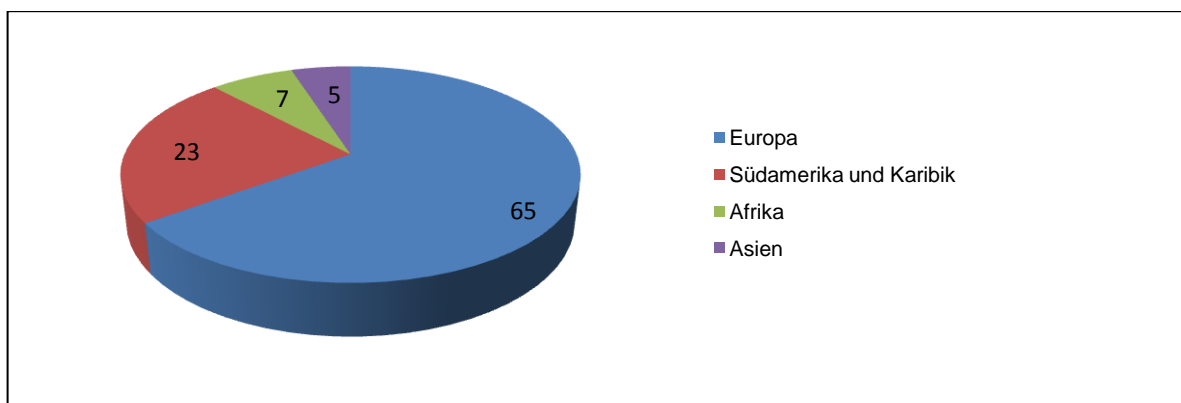
Etablissements / Nombre de visites par mois



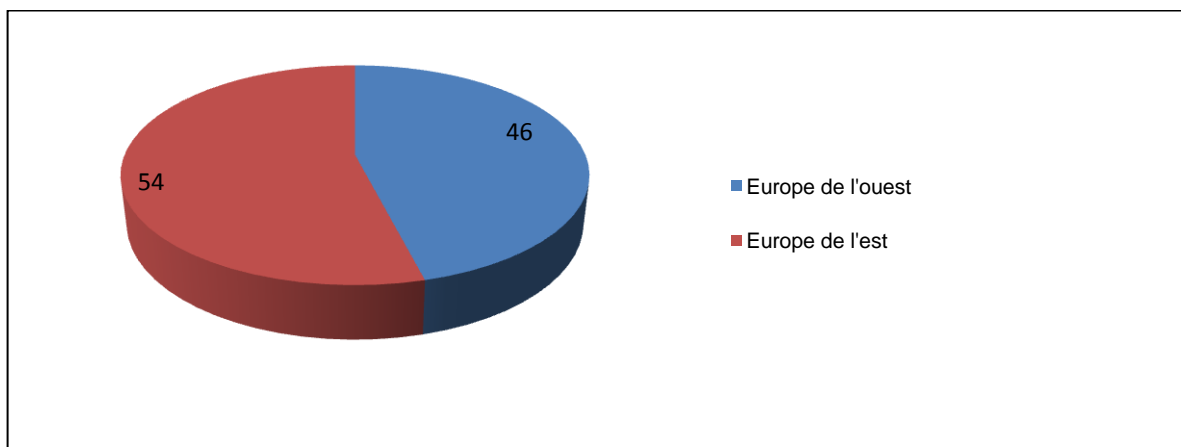
Lieux visités / contacts en fonction du cadre (Totale: 28'852)



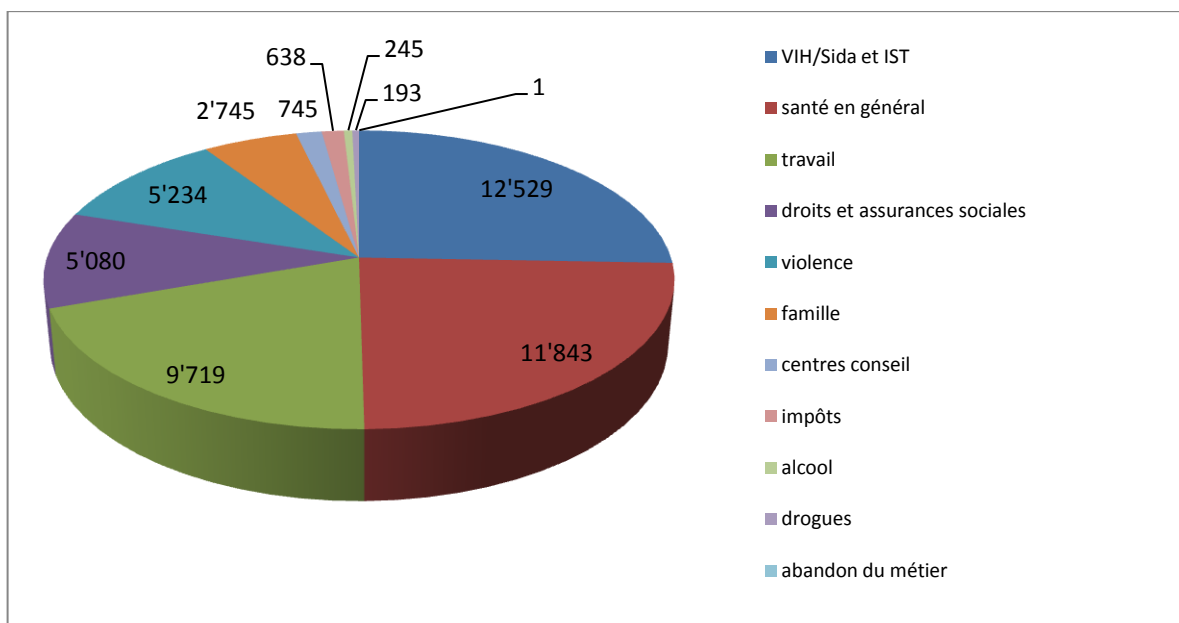
Provenance des travailleuses du sexe / continents (pourcentages)



Provenance des travailleuses du sexe / régions d'Europe (pourcentages)

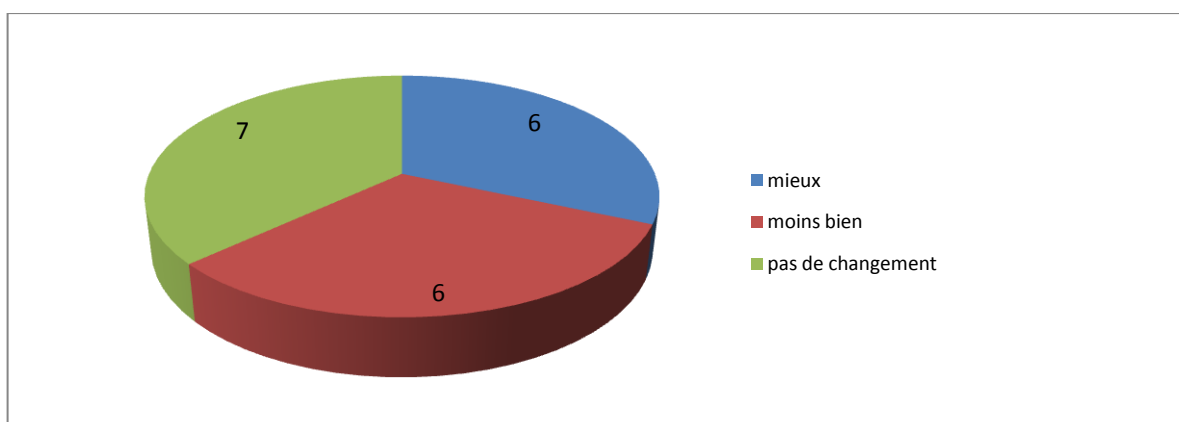


Sujets abordés



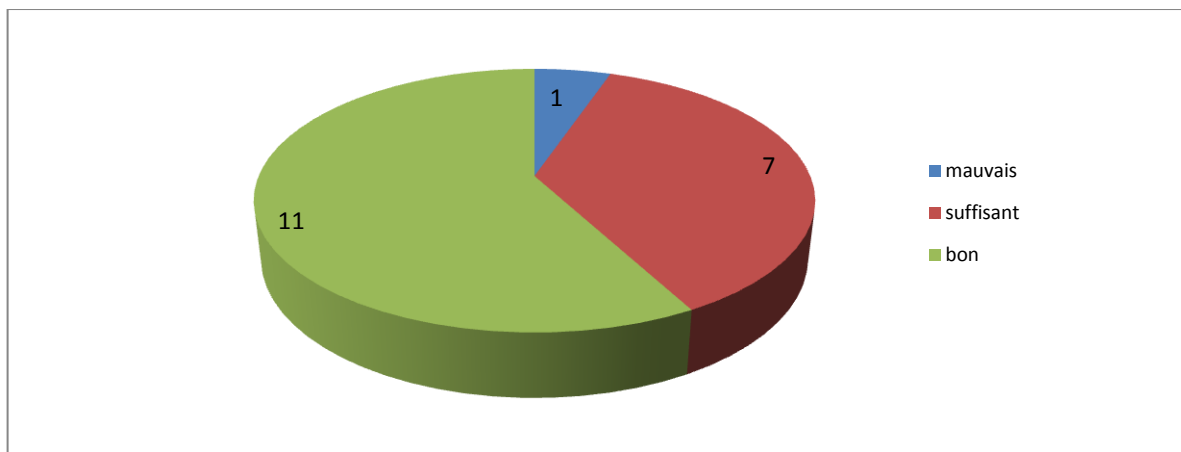
Accessibilité des travailleuses du sexe de l'avis des 19 organisations régionales

Dans la moitié des régions environ, les organisations estiment que l'accès aux travailleuses du sexe reste bon. Genève, les Grisons, le Tessin, le Jura, Zurich et Lucerne constatent des difficultés croissantes qu'ils attribuent à la pression accrue à cause de la présence policière et de l'inquiétude qui en résulte pour les travailleuses du sexe ou encore au retrait dans des lieux privés qui sont moins bien accessibles. Lausanne, Schwyz, le Valais romand et Berne observent pour leur part une amélioration de l'accessibilité, ce qu'ils attribuent à la stabilité des contacts établis de longue date avec le milieu du sexe tarifé. Le Jura et Lucerne sont aussi d'avis que l'accès s'est amélioré compte tenu de la présence prolongée des travailleuses du sexe dans certains endroits.

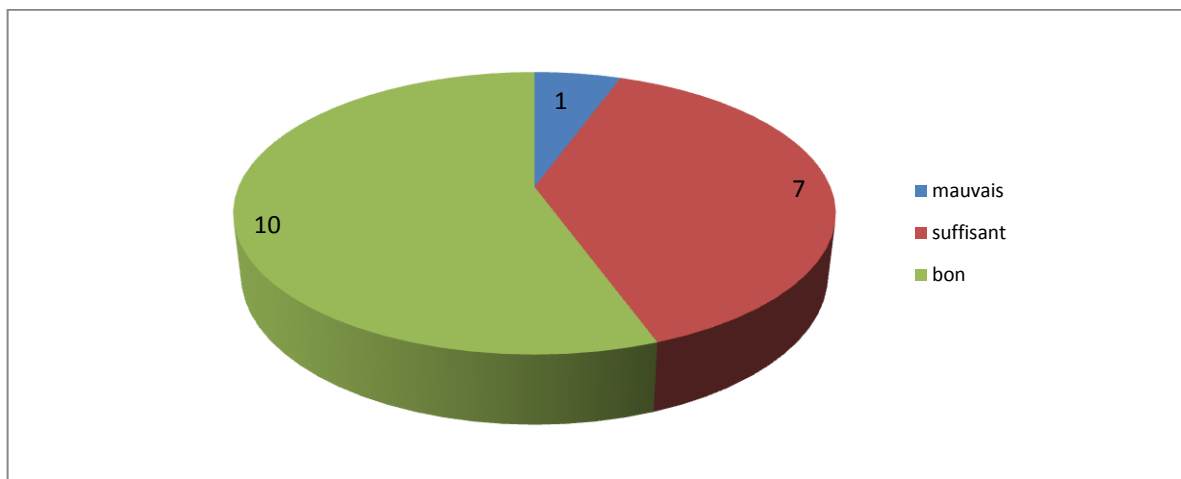


Acceptation d'APiS par les travailleuses du sexe de l'avis des 19 organisations régionales

Les Grisons mis à part, toutes les organisations sont d'avis que les travailleuses du sexe connaissent et acceptent suffisamment, voire bien l'offre d'APiS. Le degré de notoriété et d'acceptation dans les établissements est également jugé en majorité élevé, toujours de l'avis des organisations.



Acceptation d'APiS dans les établissements de l'avis des 19 organisations régionales



LOBBYING ET RELATIONS PUBLIQUES

L'année 2012 a elle aussi été marquée par les consultations relatives aux nouvelles lois cantonales sur la prostitution ou par leur mise en œuvre. Des procédures de consultation sur de nouvelles lois ont été engagées à Berne, Lucerne, Soleure et Zurich. Au Tessin, c'est la révision de la loi sur la prostitution de 2001 qui a été mise en consultation. A Bâle et à Lausanne, des entretiens ont été menés afin de clarifier certains points. Le Jura a déjà introduit une nouvelle loi sur la prostitution et Lucerne un nouveau règlement sur la prostitution. A Schaffhouse, on n'a pas édicté de nouvelles dispositions explicites sur le commerce du sexe ; toutefois, dans le cadre de la révision de la loi sur la santé, la prévention dans le commerce du sexe en faveur des travailleuses du sexe a été implicitement admise, à l'instigation de l'organisation régionale de lutte contre le sida, à travers la formulation « besoins d'informations spécifiques d'autres métiers ».

Les organisations APiS ont pu influencer sur la conception des nouvelles lois de diverses manières : dans le cadre de procédures de consultation officielles (Berne, Fribourg, Genève, Jura, Lucerne, Valais romand et alémanique, Zurich) et de tables rondes (Bâle, Fribourg, Valais romand et alémanique, Zurich), dans des groupes de travail (Berne, Jura, Lausanne, Lucerne) et de façon informelle en collaborant avec d'autres acteurs tels que des partis ou des syndicats (Berne, Fribourg, Genève, Valais alémanique).

La suppression planifiée du statut de danseuse de cabaret à l'échelle nationale a été vivement critiquée par les organisations régionales, qui ont exprimé leur avis dans une réponse commune à la consultation. Les organisations partenaires ont argué qu'une suppression du statut pousserait davantage les femmes à l'illégalité, rendant le travail de prévention plus difficile. La décision au moment de rédiger le présent rapport est toujours pendante.

Flash

Griséidid Fribourg : discussion sur les prix du planning familial pour les contrôles gynécologiques et les tests de dépistage du VIH | Organisation lucernoise de lutte contre le sida : lettre ouverte à la Commission de gestion concernant les mesures relatives à la prostitution de rue (avec le FIZ et l'église catholique lucernoise) | Organisation bâloise de lutte contre le sida : échanges avec BaBel (Association de quartier Baselstrasse/Bernstrasse), suivi d'étudiants | Lysistrada Soleure : table ronde sur la prostitution de rue à Olten, table ronde sur le travail du sexe dans le canton de Soleure, table ronde sur la traite d'êtres humains dans le canton de Soleure, projection de films sur la prostitution dans un cinéma à Olten | Maria Magdalena, St-Gall : conseils à des étudiants pour des travaux de diplôme et de fin d'études sur le thème du sexe tarifé et du travail du sexe | Organisations valaisannes de lutte contre le sida : entretiens avec la police cantonale, le Service de la jeunesse et des mœurs, le Service de l'action sociale, la caisse de compensation de l'AVS, participation à la table ronde du canton du Valais et à une émission de radio sur le thème de la prostitution dans le Haut-Valais | gesundheit schwyz : article d'une page entière sur le travail de prévention dans la « Schwyzer Zeitung », exposé sur le travail du réseau APiS à l'occasion de la rencontre des acteurs sociaux du canton de Schwytz, rapport sur la pratique APiS à l'Intermezzo de l'ASS | Organisation lucernoise de lutte contre le sida : participation à l'émission de radio DRS « Echo der Zeit » consacrée à la prostitution de rue, deux apparitions sur Tele1 sur le thème de la prostitution de rue et discussion avec l'UDC et le PS, divers articles/commentaires dans la

« Neue Luzerner Zeitung », exposé dans le cadre de « Portrait Gespräche », article sur la prostitution de rue dans le Blick (avec Lysistrada, le FIZ, Xenia et La Strada)

LES 20 ANS d'APiS

Une fête pour les 20 ans d'APiS – Prévention du sida dans le commerce du sexe

Aux côtés de diverses autres organisations qui fêtaient un anniversaire – 10 ans en Haut-Valais, 25 ans en Argovie et 30 ans pour Aspasia –, APiS a fêté en 2012 ses vingt ans d'existence. Pour l'occasion, APiS a invité des professionnels du domaine de la santé et de l'intégration à un séminaire le 8 novembre à Berne. Plus de 80 personnes étaient présentes. Lien vers la [documentation du séminaire](#).

La journée s'est poursuivie par un repas au Palais fédéral pour les médiatrices APiS et les professionnels, avec accueil et petite visite guidée par la conseillère nationale Doris Fiala, simultanément présidente de l'ASS, et s'est terminée par un tour de ville sur les traces « de l'envie et du vice ».

COORDINATION NATIONALE – EN BREF

- Coordination du réseau APiS
- Publication du rapport annuel 2011 d'APiS
- Deux réunions de coordination d'une journée chacune avec le réseau APiS
- Prise de position sur la suppression du statut de danseuse de cabaret à l'attention de l'Office fédéral des migrations
- Courriels semestriels aux organisations du réseau APiS, avec des informations d'actualité et des dates à retenir
- Collaboration au modèle d'efficacité du secrétariat, conjointement avec l'OFSP, des membres du secrétariat de l'ASS et des professionnels APiS
- Renseignements, conseils et discussions par téléphone et par courriel
- Rencontres bilatérales régulières avec SANTE SEXUELLE Suisse / Don Juan et mise sur pied de la collaboration
- Collaboration au sein du groupe stratégique de l'OFSP relatif au travail du sexe
- Entretien des relations avec ProCoRé
- Planification et préparation des projets et prestations 2013
- Présentation du programme FSW dans le cadre de la formation Xpertis
- Distribution de matériel de prévention et d'information aux organisations du réseau APiS en collaboration avec le service clients
- Intermezzo sur le travail de prévention APiS, avec Brigitte Snefstrup, APiS Lucerne et Schwyz
- Remaniement de la brochure Stella

INFORMATIONS DE BASE

LE COMMERCE DU SEXE EN SUISSE

Chiffres

Selon les estimations actuelles, 13'000 à 20'000 femmes en Suisse s'adonnent à la prostitution. Quelque 350'000 hommes en Suisse font appel au moins une fois par année aux services d'une prostituée, soit près d'un homme sur cinq ayant entre 20 et 65 ans. Pour la Suisse entière, on estime le chiffre d'affaires annuel de la prostitution à environ 3,5 milliards de francs.

Aspect juridique

La prostitution est légale en Suisse depuis 1942, ou plutôt elle n'est pas interdite. C'est une activité lucrative tolérée*. Sont punissables partout en Suisse l'encouragement à la prostitution, l'exploitation de l'activité sexuelle, l'exercice illicite de la prostitution et la traite d'êtres humains à des fins de prostitution. Les cantons et communes peuvent toutefois réglementer aussi la prostitution au plan régional.

OBJECTIFS APiS & ASS

Promouvoir la santé des travailleuses du sexe quant au VIH/sida et aux IST:

- Les travailleuses du sexe connaissent les risques en matière de VIH/sida et d'autres infections sexuellement transmissibles.
- Elles sont en mesure d'appliquer des mesures de protection – en particulier le sexe à moindre risque.
- Elles disposent d'informations de base dans le domaine médical et juridique.
- Elles savent à quels professionnels s'adresser pour des questions de santé ou des préoccupations d'ordre psychosocial et juridique.
- Elles ont un plus grand pouvoir de décision sur leur situation de vie.

Améliorer les conditions de vie et de travail des travailleuses du sexe étrangères:

- Les professionnels, les décideurs politiques et le public sont au courant des conditions de vie et de travail des travailleuses du sexe étrangères.
- Le commerce du sexe n'est plus tabou.
- Les professionnels de la prévention participent à l'élaboration de nouvelles législations concernant les travailleuses du sexe étrangères.

ACTIVITES

APiS – Prévention du sida dans le commerce du sexe

Le réseau des organisations APiS se consacre à la prévention sur le terrain depuis 1992. Fondé sur le concept de l'autonomisation (*empowerment*), APiS a pour objectif d'améliorer le niveau de santé des travailleuses du sexe migrantes en recourant à la prévention comportementale, tout en optimisant les conditions générales susceptibles d'y contribuer grâce à un travail de prévention structurelle. L'Aide Suisse contre le Sida soutient le réseau au plan technique et organisationnel sur mandat de l'Office fédéral de la santé publique.

La médiation pour principe

Ce sont des médiatrices qui se chargent du travail de prévention du VIH/sida sur le terrain. Ces femmes issues de l'immigration proviennent d'horizons linguistiques et culturels analogues à ceux des travailleuses du sexe. Il y a une cinquantaine de médiatrices qui interviennent dans toute la Suisse. Elles contactent les travailleuses du sexe sur leur lieu de travail (salons de massage, night-clubs, bars, etc.) afin de les informer sur les comportements à risque face

au VIH/sida ou à d'autres infections sexuellement transmissibles. Elles leur remettent du matériel de prévention et d'information, notamment des préservatifs, du lubrifiant et une brochure intitulée **Stella** qui existe en douze langues. Elles donnent également des conseils portant sur la santé en général ou sur des questions psychosociales et juridiques. Elles peuvent fournir des adresses de spécialistes ou de services particuliers. Pour accomplir cette tâche exigeante, les médiatrices bénéficient d'une formation continue régulière et d'un accompagnement professionnel de la part des collaboratrices des organisations partenaires régionales APiS.

Lobbying

Mal vues socialement, les travailleuses du sexe ne bénéficient pas d'un grand soutien politique. La sécurité juridique des prostituées et l'accès à des services de santé et de consultation à bas seuil ne figurent pas parmi les priorités à l'agenda des politiques. En outre, les comptes rendus des médias font souvent dans le sensationnel et sont peu nuancés. Voilà pourquoi les antennes régionales APiS s'investissent en faveur des travailleuses du sexe auprès des autorités et du public.

Les responsables APiS rencontrent les autorités et la police à intervalles réguliers pour s'échanger mutuellement des informations concernant la situation des travailleuses du sexe et pour expliquer les objectifs de leur travail. Elles défendent les intérêts des travailleuses du sexe dans les procédures de consultation relatives aux nouvelles lois et ordonnances sur la prostitution. Simultanément, les antennes APiS font un travail de relations publiques ciblé en envoyant des articles à la presse écrite ainsi qu'en participant à des conférences et à des débats. Le public doit être informé de façon plus nuancée sur les conditions de vie et de travail parfois pénibles des travailleuses du sexe.

ASS – Information, formation continue, coordination, lobbying

L'Aide Suisse contre le Sida informe les professionnels du réseau APiS, transmet des connaissances concernant l'évolution en matière de prévention du VIH/sida et des IST et propose des formations continues aux professionnels intéressés issus du domaine de la santé et de la migration sur le thème de la prévention en faveur des travailleuses du sexe migrantes.

L'Aide Suisse contre le Sida forme les médiatrices APiS à leur tâche et à l'utilisation du matériel de conseil et d'information conçu tout exprès pour elles. Dans la mesure du possible, la brochure Stella n'est pas simplement remise, mais sert de base à un entretien de conseil. L'Aide Suisse contre le Sida coordonne les échanges d'informations et les activités nationales du réseau APiS, soutient le lobbying des antennes régionales et défend les intérêts du réseau à l'échelle nationale et internationale.

APIs – LES ORGANISATIONS PARTENAIRES

Aids-Hilfe Aargau, Aarau | Aids-Hilfe beider Basel, Basel | Xenia, Bern | Aids-Hilfe Graubünden, Chur | Aspasia, Genève | Fri-santé Grisélidis, Fribourg | Fleur de Pavé, Lausanne | fa6 Fach-stelle für Sexualfragen und HIV-Prävention, Schaan (Liechtenstein) | Aids-Hilfe Luzern, Luzern | Primis Ticino, Lugano | Verein Lysistrada, Solothurn | Aids-Hilfe Thurgau-Schaffhausen, Schaff-hausen | Gesundheit Schwyz, Goldau | Maria Magdalena, St. Gallen | Aids-Hilfe Oberwallis, Visp | Antenne Sida du Valais Romand, Sion | Prima Donna, Winterthur; Isla Victoria, Zürich

Les organisations APIs sont financées par la plupart des cantons (12). En deuxième lieu figurent les financements par leurs membres, (6), les financements par les villes (4), les fonds (4) les églises (2), les contributions divers (2) et le financement par l'état (Liechtenstein).

Impressum

Le rapport est basé sur les rapports des responsables APIs des régions.

Editeur

Aide Suisse contre le sida– Konradstrasse 20 – cp 1118 – CH-8031 Zurich
aids@aids.ch - www.aids.ch - +41 (0) 44 447 11 11

Vous avez des questions ? Veuillez contacter Barbara Beaussacq, responsable de programme Female Sex Work barbara.beaussacq@aids.ch